PrÉsidence

de la Paris, le 13 mars 2016

République

NOTE

 à Monsieur le Président de la République

 ----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet****:* ***Questions d’actualité du week-end : loi travail***

Les questions du week-end sur la loi travail montrent une **grande stabilité**.

1. **Les jugements d’ensemble sont exactement au même niveau que la semaine dernière** : 28% pensent que cette loi va « *plutôt dans le bon sens* » contre 68% « *plutôt dans le mauvais sens* » ; avec une structure identique.

**Les manifestations n’ont donc pas beaucoup marqué** : 63% se savent d’ailleurs pas dire si elles ont été un succès ou un échec (67% des jeunes, 57% de la gauche) ; et parmi ceux qui se prononcent 22% y voient un succès contre 15% un échec.

1. **Concernant la suite, toujours aussi peu de Français souhaitent « *abandonner complètement cette réforme* »** : 26% (-1), score qui diminue même chez les jeunes (26%, -4) et à gauche (27%, -5).

A l’inverse, 49% souhaiteraient « *revenir sur certains points de la réforme* » (57% à gauche, 55% chez les jeunes) ; 18% « *aller encore plus loin pour assouplir le marché du travail* » (29% à droite) et 6% « *la maintenir en l’état* » ; soit des scores équivalents à ceux de la semaine dernière.

1. **Le seul mouvement notable en une semaine est la diminution de 49% à 40% de ceux qui pensent que ce projet n’aboutira à « *aucune réforme* »**. A l’inverse ceux qui pensent que cela aboutira à « *une réforme en profondeur* » passent de 13% à 16% ; et ceux qui anticipent « *une réforme mais seulement à la marge* » de 37% à 43%.

Les gens commencent à s’y faire, et **le maintien de la volonté réformatrice** (qu’ont pu remettre en scène les concertations de cette semaine) **pourrait commencer à être entendue**.

On trouve d’ailleurs, dans les questions ouvertes, **beaucoup de volonté « de principe » de poursuivre les réformes**, même si ce qu’ils ont entendu de celle-ci - le plus souvent lointainement - ne semble pas leur convenir. A noter qu’il y a **encore énormément de sentiment de confusion, plus que de rejet très net**.

1. Concernant les « publics impactés » :
	* **les jeunes ne paraissent pas l’enjeu principal** : 27% des Français pensent que la loi ne les touchera pas, le reste est équilibré entre impact positif (38%) et négatif (35%). Les jeunes aux-même se sentent un peu plus concernés (20% « *aucun impact* ») mais l’équilibres est le même : 39% anticipent un impact positif, 41% un impact négatif.
	* **les chômeurs paraissent pouvoir plutôt en bénéficier, mais de loin** : 36% anticipent un impact positif pour eux contre 24% un impact négatif, soit un différentiel assez important ; mais 40% pensent que cela ne changera rien pour eux.
	* **les vrais bénéficiaires perçus sont les chefs d’entreprise** : 67% anticipent un impact positif, contre 12% un impact négatif et 20% aucun impact. Ce sont chez les jeunes (77/8) et à gauche (76/8 des électeurs FH 2012) que le différentiel est le plus important.
	* **et les vrais perdants présumés sont « *les personnes aujourd’hui en CDI* »**, pour lesquels les Français anticipent à 46% un impact négatif contre 19% un impact positif (et 34% aucun impact). Avec un écart **encore plus important chez les salariés du privé**, qui anticipent à 51% un impact négatif contre 13% positif.

**C’est sur ce sentiment de « déséquilibre »**, nourri par les représentations qui se sont propagées (licenciements facilités, heures sup moins payés, ...) que s’appuie le rejet dans beaucoup de verbatims. **Aucun ne cite encore l’aspect protection**.

1. Enfin **parmi les arguments qui pourraient être mis en avant**, outre souligner le rééquilibrage, et mettre en avant la volonté de mouvement et la flexibilité nécessaire (arguments précédemment testés) :
	* **s’inspirer de ce qui a fonctionné ailleurs emporte le plus d’adhésion** : 45% se disent d’accord avec l’affirmation « *cette réforme a été mise en place à l’étranger et a porté ses fruits* », dont 57% au PS.
	* ainsi que le **récit de la dualité du marché du travail** : 45% reconnaissent ainsi que cette réforme peut « *permettre une progression des embauches en CDI par rapport au CDD* », dont 47% des jeunes et 52% des sympathisants PS.
	* le potentiel de **créations d’emplois** soulève toujours plus de doutes : 40% se disent d’accord avec l’idée que « *cette réforme va permettre de nouvelles embauches* » (48% au PS), contre 60% qui ne sont pas d’accord ; mais cela **devient cependant un score appréciable, et en hausse**.

 Adrien ABECASSIS